



DECLARATION LIMINAIRE CNAS DU 22MARS 2023

La réforme des retraites est un texte de gauche, tout le monde est gagnant, la preuve chacun aura une retraite claire et nette l'ultra gauchiste Dussopt. La fonction publique doit rester attractive et pour ce faire une augmentation du point d'indice pourrait intervenir à partir de 2027 clame le dispendieux Guerini.

Cette réforme reposant exclusivement sur le travail est tout sauf égalitaire et acceptée du plus grand nombre. N'en déplaise au monarque, seul 20 % du corps électoral avait approuvé son projet en votant pour lui au premier tour de la présidentielle, sans en connaître complètement le périmètre. Même si constitutionnellement le 49.3 est légal, son application sur ce texte comme tout le travail législatif autour est un déni de la volonté du peuple, de l'écoute et du dialogue.

Pour autant cette loi félonne est passée, avec le soutien hypocrite des LR qui, majoritairement, pensent, à tort, qu'en 2027 le peuple aura oublié leur vote et que le sale boulot est fait.

Cette séquence retraite, en langage communiquant, va en appeler d'autres aussi plaisantes telles que la loi travail, le statut des fonctionnaires...

Car il faut rendre la fonction publique attrayante mais au lieu d'apporter plus de reconnaissance à ses agents et en premier lieu pécuniairement, la volonté du gouvernement est que le fonctionariat soit un passage entre deux emplois du privé, que les agents du public soient des intermittents de ce triste spectacle.

Il ne peut y avoir une fonction publique de qualité au service des usagers sans des acteurs de terrain formés, permanents, reconnus, compétents et non de passage. Pour ce faire, il faut que ces agents soient heureux dans leur travail et aussi dans leur vie.

C'est le but de l'action sociale d'améliorer les conditions de vie. Cependant, encore faut-il que les représentants du personnel soient reconnus dans cet exercice, et les professionnels de terrain présents.

Et ce n'est pas le cas.

La campagne actuelle d'évaluation montre une fois de plus la difficulté pour le moins, mais souvent l'impossibilité de faire acter le travail effectué au profit de l'action sociale. Il y a bien sûr une circulaire sur les acteurs sociaux mais même si elle est connue de temps en temps par le bout de la chaîne hiérarchique, elle est très rarement appliquée. L'action sociale doit être intégrée dans toutes les formations de nos cadres et être appliquée de manière identique sur tout le territoire.

Être reconnu c'est aussi le fait que le temps passé à organiser, gérer, animer l'action sociale soit du temps déduit de notre charge de travail ou remplacé. Trop souvent, l'acteur social comme le représentant des personnels pour

la majorité d'entre eux est perçu comme celui qui est régulièrement absent, celui dont il faut prendre en charge son travail alors que normalement il devrait être compensé.

De même, si le nombre de personnels a augmenté dans notre ministère, le ratio assistante sociale du personnel / nombre d'agents, aucunement. Il n'est pas normal qu'un fonctionnaire, père de deux jeunes enfants se voit adresser le dossier Orphéopolis deux après le début de son veuvage sous le prétexte d'une obligation de priorisation de son temps de la part de l'assistante sociale.

Il n'est pas question ici d'incriminer les acteurs de terrain qui sont les premières victimes du manque de moyens mais d'alerter les responsables de ce ministère de l'implosion imminente de ces agents car en plus du travail de base s'ajoute la représentation du DHRAS dans différentes instances pour palier la dimension démentielle des inter régions.

Car n'en déplaise à notre débonnaire ministre, nous dire que nos moyens ont considérablement augmenté c'est faire un triple bras d'honneur aux agents, à l'action sociale et à notre intelligence.